

# « Je suis optimiste que l'économie mauricienne fera une meilleure performance en 2014 qu'en 2013. »

## Mais une croissance inférieure à 4% justifie-t-elle l'optimisme ? »



Mauritius Times: "We are still not out of the woods" : diriez-vous qu'on pourrait ainsi résumer la situation sur le plan économique en ce début d'année 2014 ?

**Eric Ng:** Oui, nous ne sommes pas encore sortis de l'auberge. Si nous regardons les grands indicateurs économiques, il n'y a pas eu d'amélioration à part le taux d'inflation officiel. On constate même une détérioration dans certains cas.

Commençons par la croissance. Elle a baissé pendant trois années consécutives, passant de 4,2% en 2010 à 3,6% en 2011, à 3,4% en 2012 et à 3,2% en 2013. Maurice est supposée viser plus de 5% de croissance, comme arrivent à le faire plusieurs pays africains, mais elle ne parvient même pas à rebondir au-dessus de 4%. Elle n'y réussira pas non plus en 2014, puisque Statistics Mauritius prévoit une croissance de 3,7%. Et encore que cette estimation se fonde sur l'hypothèse que les projets d'investissement publics seront implémentés comme prévu.

On peut toujours dire qu'il n'est pas mauvais en soi de réaliser une croissance légèrement supérieure à 3%. On peut encore avancer que notre économie fera mieux en 2014 que les trois années précédentes. Mais le fait est que la croissance restera sous la barre des 4% pour la quatrième année consécutive. Ce serait de l'inconscience que de ne pas s'en inquiéter. C'est une performance sous-optimale : l'économie mauricienne évolue en-dessous de son potentiel.

Il est clair que le tassement de notre croissance économique est dû au recul de l'investissement car les deux autres moteurs de croissance marchent relativement bien. La consommation des ménages ainsi que la consommation publique augmentent chaque année quoique de manière modérée. Les exportations de biens et de services sont aussi en hausse. C'est l'investissement qui est en panne, subissant une contraction générale de 4,3% en 2013 et de 0,8% en 2012. L'année dernière, l'investissement privé et l'investissement public ont affiché une croissance négative, soit -4,1% et -4,9% respectivement.

Faisons aussi ressortir que le montant total de l'investissement direct étranger, plus connu sous l'acronyme FDI, serait moindre en 2013 par rapport à 2012. Il y avait certes eu un apport de capital exceptionnel dans une banque multinationale en 2012. Mais tout laisse croire que le FDI serait moins élevé dans les secteurs de la manufacture, de la construction et du tourisme, où les activités sont plus génératrices d'emplois directs et indirects. D'autre part, si l'investissement privé total s'est contracté en dépit d'une dizaine de milliards de roupies injectées dans l'économie sous forme de FDI, on peut déduire que la baisse de l'investissement privé local a été plus prononcée que le taux global. Tout cela pour souligner que l'investissement demeure la clé d'une sortie de crise.

\* Certains analystes estiment que 2014 devrait être marquée par une croissance mondiale forte, d'environ 4% - grâce aux habituelles locomotives chinoise et américaine (le PIB de l'Empire du milieu devrait ainsi croître de 8% et celui de l'Oncle Sam de 3%). Par ailleurs, on affirme qu'après deux ans de recul, la zone euro devrait enfin enregistrer une variation positive de sa richesse, ce qui n'est pas arrivé depuis 2011, mais cette croissance ne dépasserait toutefois pas la barre des 1%...

Il convient de faire la différence entre croissance mondiale, croissance américaine, croissance chinoise, croissance européenne, croissance de nos marchés d'exportation et croissance de la demande extérieure d'une entreprise mauricienne. C'est cette dernière croissance qui est pertinente pour nos exportateurs. Une croissance mondiale de 4% ne signifie pas que les commandes extérieures d'une firme locale engagée dans une activité spécifique vont croître de 4%. Ne nous emballons pas devant ces chiffres globaux. Ce qui importe, en fin de compte, c'est la croissance de la profitabilité de chaque entreprise domestique. Un entrepreneur ne se fixe pas sur la croissance globale, mais sur celle de la demande de son produit.

Cette précision étant faite, je ne me trompe pas en affirmant que nos principaux marchés d'exportation sont encore dans les limbes du ralentissement économique.

Certes, les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la zone euro montrent des signes de reprise, mais le redressement est encore fragile. La dette souveraine et les déficits publics des pays européens restent des problèmes très lourds à gérer. La France, notre premier marché émetteur de touristes, demeure empêtrée dans des difficultés structurelles énormes, que le gouvernement ne pourra pas surmonter sans payer un prix politique fort.

Quant aux économies américaine et britannique, une fois qu'elles sortent de la récession, elles auront à affronter l'hydre inflationniste que leur banque centrale a enfantée par leur politique irresponsable d'assouplissement quantitatif. Ce n'est pas sans raison que les marchés financiers spéculent déjà sur le moment où la Fed et la Banque d'Angleterre vont commencer à relever leur taux directeur. Elles savent pertinemment que les pressions inflationnistes ne vont pas tarder à remonter à la surface.

\* Il semblerait que sur le plan local, la situation dans le tourisme et le textile semble s'être améliorée durant l'année écoulée. L'année 2014 se présente-elle, à votre avis, sous de meilleurs auspices pour ces deux secteurs ?

Il est vrai que ces deux secteurs ont repris des couleurs l'année dernière. Après une contraction de 1,1% en 2012, l'industrie textile a connu une croissance positive de 2%. Toutefois, ce n'est pas suffisant quand on sait qu'elle a rebondi sur une faible base et qu'elle a fait mieux en 2011 (+3%). Heureusement l'emploi est resté plus ou moins stable dans le secteur du textile et de l'habillement entre septembre 2012 et septembre 2013, en dépit de la fermeture de douze établissements.

« **Gouvernement et secteur privé continuent de réagir aux événements au lieu de les anticiper. Nos entreprises privées se bureaucratisent avec - pour résultat - un déclin de l'esprit entrepreneurial. C'est ce que Schumpeter appelle la rançon du succès capitaliste. Nous vivons encore sur les nuages du boom économique d'il y a vingt-cinq ans alors même qu'ils se sont dissipés...** »

« **Je ne serais pas étonné si le secteur privé n'arrivait pas à réunir une équipe de réflexion représentative de toutes les entreprises de tous les secteurs de l'économie. Si on reprend les mêmes et on recommence, on n'aura rien de nouveau. Il faudra plutôt des penseurs indépendants, capables d'apporter un changement de mentalité au sein du secteur privé pour qu'il se remette en question...** »

De son côté, après avoir stagné en 2012, le tourisme a enregistré une expansion de 2,9% avec des arrivées frôlant la barre d'un million de touristes. Cette croissance est à mettre sur le compte d'une bonne politique de diversification des marchés et de l'ouverture de l'accès aérien vers la Chine. Le hic, c'est que le nombre croissant de touristes (+3,6% sur l'année 2013) n'entraîne pas une hausse des recettes touristiques. Celles-ci, selon les estimations de la Banque de Maurice, diminueraient de 6,5% à environ Rs 41,5 milliards. Les dépenses par touriste ont donc chuté dramatiquement, et ce, malgré une légère appréciation de l'euro contre la roupie...

Cette baisse générale des revenus peut s'expliquer par plusieurs facteurs. D'abord, l'île accueille de moins en moins de touristes français. Puis, si certains marchés traditionnels sont en progression, ils génèrent maintenant

Quelles sont les prévisions pour la croissance mondiale et locale en 2014 ?  
Y a-t-il des raisons pour que la population mauricienne soit optimiste ?  
Pourrions-nous profiter des opportunités offertes par la crise ? Bref, en période pré-électorale, faudrait-il s'attendre à un durcissement de la part du gouvernement pour être en phase avec les attentes de certains économistes ? Eric Ng, économiste et directeur de PluriConseil, donne son point de vue (lors d'une interview réalisée lundi dernier)...

moins de *high spending tourists*. Ensuite, bien qu'étant dépendants, les touristes venant des marchés émergents sont encore trop peu nombreux pour rétablir la balance. Bref, ce qui est important dans le tourisme, ce n'est pas la quantité, mais la qualité, soit une hausse des dépenses par touriste.

\* Mais pensez-vous quand même que nous avons raté des opportunités offertes par la crise sur le plan mondial durant l'année écoulée ?

Comme vous le dites vous-même, toute crise offre des opportunités. Il était propice de faire comprendre aux Mauriciens que la crise mondiale nous poussait à faire des réformes structurelles. Mais nous avons raté l'opportunité de consolider notre économie dans la perspective, même assez lointaine, d'une reprise durable des économies développées. De mémoire, je crois que depuis 2006 on a fermé un seul canard boiteux, la DWC. Dans le premier budget de Xavier-Luc Duval, on a parlé de privatisation. Mais qu'a-t-on privatisé ? Par ailleurs, je n'ai pas vu de grande restructuration, à part celle des institutions s'occupant du secteur sucrier.

Dans un autre registre, la crise mondiale a sans nul doute créé des opportunités pour nos services d'externalisation. Nos professionnels ont eu un certain nombre de contrats des firmes internationales qui voulaient réduire leurs coûts. La nouvelle politique fiscale du gouvernement français a conduit de nombreux Français à investir ailleurs en passant par l'offshore mauricien. L'instabilité politique au Maghreb et au Moyen-Orient a amené les acheteurs de l'habillement à revenir voir les fournisseurs mauriciens. Les commandes affluent en ce moment dans nos usines. En ce sens, les entrepreneurs mauriciens savent saisir les opportunités suscitées par le désordre mondial...

\* Selon le ministre des Finances, « 2014 sera une année de toutes les possibilités ». Il se dit satisfait de la performance économique de Maurice en 2013, avec une inflation maintenue à 3,6% et un taux de chômage de 8,2%, « raisonnable » selon lui. Pour Xavier Duval, la croissance devrait varier entre 3,8% et 4% cette année même si Maurice subit les répercussions de la crise économique qui affecte l'Europe. « Mais il nous faut rester optimistes, vu que la situation en Angleterre et en Allemagne s'améliore... Nous voulons décrocher le titre d'une *high income economy* », dit-il. Partagez-vous son optimisme ?

L'optimisme est un sentiment relatif, exprimé par rapport à une donnée précise. Je suis optimiste que l'économie mauricienne fera une meilleure performance en 2014 qu'en 2013. Mais une croissance inférieure à 4% justifie-t-elle l'optimisme ?

Je serais plus rassuré si une croissance de 3,8% à 4% faisait reculer le taux de chômage. Mais je doute fort que ce soit le cas. A 8,2%, le taux des sans-emplois reste dans la limite du contrôle. Mais il ne faut pas oublier qu'il existe beaucoup de sous-emplois, ceux qui ne travaillent pas à la mesure de leurs qualifications et compétences d'où le fait qu'ils changent souvent de job. Par ailleurs, on ne regarde pas seulement le niveau, mais aussi la tendance du chômage. Celui-ci n'a pas régressé depuis cinq ans, mais a progressé chaque année du niveau de 7,2% atteint en 2008.

De même, il convient d'observer tout aussi bien la tendance que le niveau de l'inflation. Le taux d'inflation moyen (*headline inflation*) pour l'année 2013 est de 3,6%. Reste que les prix montent, comme l'indique l'inflation sur un an (*year-on-year inflation*) qui est passée de 3,1% en août 2013 à 3,9% en novembre. Une augmentation de 0,8 point de pourcentage en trois mois ne doit pas laisser insensible.

D'autre part, le gouvernement parle d'une *high income economy* sans nous dire ce qu'il entend par là. Quel est le revenu par tête d'habitant à partir duquel un pays devient une *high income economy* ? Le nôtre est actuellement autour de 8 500 dollars américains. Celui des pays développés est au-dessus de 25 000 dollars. Je ne vois pas comment nous pourrions doubler, encore moins tripler, notre revenu par tête d'habitant dans six ans !

\* 2013 a été marquée par les divergences publiques de Xavier Duval et Manou Bheenic sur la question « Croissance versus Inflation ». Le Premier ministre a plaidé, dans son message adressé à la nation le 1er janvier, en faveur du combat contre l'inflation, ce qui est sans doute politiquement correct dans une année de campagne électorale. Mais cette déclaration prend le contre-pied du ministre des Finances qui, lui, privilégie la croissance. Au-delà des divergences politiques de Ramgoolam-Duval, pensez-vous que le PM a raison ?

Je crois que le Premier ministre a - passez-moi l'expression - mis les points sur les i en ce qui concerne la lutte contre l'inflation. On ne doit jamais négliger ou banaliser l'inflation, surtout dans un pays importateur comme le nôtre. Elle est une maladie sournoise comme le diabète : elle attaque le cœur de l'économie dès qu'on l'oublie.

Le contrôle de l'inflation est le chemin le plus sûr vers une croissance soutenable. D'abord, la maîtrise des coûts

« **Le gouvernement parle d'une *high income economy* sans nous dire ce qu'il entend par là. Quel est le revenu par tête d'habitant à partir duquel un pays devient une *high income economy* ? Le nôtre est actuellement autour de 8 500 dollars américains. Celui des pays développés est au-dessus de 25 000 dollars. Je ne vois pas comment nous pourrions doubler, encore moins tripler, notre revenu par tête d'habitant dans six ans !** »

« **Regarder dans la même direction, c'est avoir le même objectif. C'est pourquoi le ministère des Finances et la Banque centrale doivent se mettre d'accord sur un taux d'inflation à atteindre. Mais une bonne coordination entre la politique monétaire et la politique fiscale ne signifie pas que l'une s'aligne sur l'autre. Au contraire, l'une doit contrebalancer le laxisme de l'autre...** »

de production permet aux entreprises d'être plus compétitives, de générer plus de bénéfices et de créer des emplois. Ensuite, les gens maintiennent leur pouvoir d'achat, continuent de consommer et gardent leur niveau de vie, ce qui assure une stabilité sociale. Puis, une inflation faible incite les gens à épargner et pousse à la baisse le taux d'intérêt à l'emprunt. Les entreprises seront ainsi en meilleure position pour emprunter et pour mieux rentabiliser leurs investissements.

\* Au fait, il ne faut pas s'attendre à un changement de cap de la philosophie économique entamée depuis 2006 ou de quelque changement significatif en matière de politique économique en raison de l'échéance électorale de 2015 ; on aura tendance plutôt à privilégier le court terme jusqu'à 2015. Le gouvernement s'est-il donné les moyens et la marge de manœuvre du court-termisme dans un contexte électoral ?

Globalement, la philosophie d'ouverture économique mise en place depuis 2006 n'a pas changé, ce qui démontre bien que les Mauriciens peuvent comprendre la nécessité de réformes économiques moyennant qu'elles leur soient bien expliquées. On regrette toutefois, en matière de fiscalité, des allers-retours comme l'introduction, puis l'abolition, de taxes sur les dividendes et sur les plus-values immobilières, ou des retours en arrière telles que l'élimination de la *National Residential Property Tax* et de l'imposition des intérêts bancaires.

Tôt ou tard, nos gouvernements auront à remettre sur le tapis notre système d'imposition en l'évaluant par deux critères : l'efficacité et l'équité. Il faudra étudier où se situe le gros du fardeau fiscal (*tax burden*). Sur les épaules de la petite classe moyenne, de la classe moyenne supérieure ou de la classe aisée ? Ces questions seront posées quand deviendra insoutenable le financement public de l'Etat-providence, du système de retraite et du sauvetage des corps paraétatiques inefficaces. Ce sont des bombes à retardement qui nous exploseront à la figure. Pour le moment, le gouvernement a assez d'argent pour dépenser d'ici à 2015...

\* Le court-termisme électoral devra-t-il quand même combattre le problème du chômage, surtout parmi les jeunes et en particulier les jeunes diplômés ?

Si l'année 2015 est, pour paraphraser Marx, l'horizon indépassable du ramgoolamisme, il reste en principe dix-huit mois pour le gouvernement de convaincre les jeunes chômeurs, notamment les chômeurs-diplômés, qu'ils pourront avoir un emploi aussitôt que possible. Je ne dis pas que c'est au gouvernement de trouver ces emplois. Il apporte déjà un soutien appréciable à de jeunes diplômés par le truchement du *Youth Employment Programme*. Mais il revient au gouvernement d'assurer les conditions suffisantes à la création d'emplois durables par les entreprises. Je vois trois conditions : confiance, confiance, confiance...

Dans les milieux des affaires, on se demande si le facteur économique déterminera l'issue des prochaines élections générales. Je pense qu'il y contribuera, mais je ne crois pas en un vote strictement économique. Les électeurs vont souper les propositions économiques des deux camps principaux. Si elles se ressemblent, comme cela a été le cas la plupart du temps, alors les critères non-économiques pèseront plus lourd.

\* Suite en page 7